



30/ Ajuster l'économie au social pour combattre la société duale en Algérie

publié le 19/05/2012, vu 2756 fois, Auteur : [Benammar Christian](#)

Ajuster l'économie au social pour combattre la société duale ? (1)
(article du 4 janvier 1971, adressé à El Moudjahid et refusé) .

(après conclusion, lire remerciements .)

Beaucoup de dirigeants algériens étaient convaincus entre 62 et 71, qu'il suffisait de recopier l'organisation industrielle des pays colonisateurs pour atteindre (moyennant quelques sauts de page d'histoire) l'objectif d'émancipation poursuivi par les indépendantistes.

Il est vrai que le peuple avait, pour sa part, côtoyé la société coloniale et son niveau de vie et qu'il avait conçu à son égard, un désir de conquête, bien que (ou parce que) il en avait été exclu auparavant, exclusion ressentie comme, une injustice, un affront.

Cette apparente contradiction de la révolution tient au fait que les dirigeants ont paradoxalement mis à profit une injonction de la doctrine marxiste qui prônait, comme premier objectif de la lutte des classes, la conquête du pouvoir étatique et son exercice autoritaire, à l'égal des autres révolutions (jacobinisme français, centralisme russe, nassérisme égyptien, maoïsme chinois ou castrisme de Cuba).

Mais, après cette conquête au lendemain de l'indépendance, le pouvoir de décision de l'administration est restée intouchable, insoupçonnable. La critique des aspects redondants du modèle colonial n'a pu être effectuée de manière pertinente. Les choix économiques et technologiques mis en œuvre n'ont pu être ni évalués ni contestés.

C'est dans ces conditions et sur des images caricaturales que s'est engagée la construction de l'économie nationale dans la période cruciale de l'indépendance.

Belaid Abdeslam, Mourad Castel, mais aussi M. Liassine (SNS) et A.Ghozali (SONATRACH) ont été les maîtres d'oeuvre de l'économie industrielle algérienne, économie artificielle gérée par l'Etat, fondée sur le pari de l'exploitation marchande des ressources pétrolières.

Leurs choix ont été entérinés par le Président, soutenus par le Parti et appliqués par le Plan.

I / Interroger la problématique de la planification économique

C'est ainsi, qu'aujourd'hui, deux questions essentielles mais épineuses se posent encore dans la thématique du développement algérien depuis le Plan triennal 67-69 et l'engagement du Plan quadriennal 1970-73 :

1/ Celle de l'ajustement prioritaire de l'économie aux besoins de la population totale, qui butte sur une contradiction essentielle dont l'Algérie n'est pas prête de sortir : gestion socialiste (participation des travailleurs à la gestion et la direction des affaires) , ou, dirigisme étatique autoritaire (économie administrée et taylorisme de l'organisation du travail)

2/ Celle de l'absence d'analyse, à propos de l'implication sociale des technologies importées de l'étranger et intégrées dans le schéma planifié des industries industrialisantes, analyse qui devrait permettre d'évaluer, calibrer ou arbitrer les projets industriels, agricoles et du secteur tertiaire dans le souci d'une juste satisfaction des aspirations du monde du travail et de la société.

Ma thèse de doctorat présentée à Bruxelles en 70 (1), constatait que l'option en faveur des industries industrialisantes constituait une double rupture idéologique. D'abord, par rapport au congrès de la Soummam, aux Chartes de Tripoli et d'Alger et à la révolte de ceux qui sont morts en luttant pour la liberté des autres. Ensuite, en raison de la priorité accordée aux projets dotés d'un coefficient de capital plus élevé que celui concédé à la main-d'œuvre, au détriment de la formation sociale.

Ajuster l'économie au social est à cet égard un problème de corrélation et d'adéquation du projet de société à celui du travail . Traiter l'un sans l'autre dans la planification ou la programmation est une erreur de méthode et de prospective qui conduit à l'échec des politique sous-jacentes. En négligeant le rapport de l'économie au social, la construction sociale est faussée dans tous les domaines: au plan national et des individus, mais aussi des régions, des secteurs, des entités et des forces sociales qui ont, tous et toutes, le droit constitutionnel et citoyen de participer au choix et à l'effort de développement et de bénéficier de ses fruits .

II / Rappel de deux étapes passées 1962-1971

Rappelons qu'en 1962-65, l'urgence de la reprise en main, certes prévalait. L'économie s'était effondrée, la société venait d'exploser.

Alger ne gérait pas le pays. L'administration n'était plus en phase.

Alger ne

Algérieniser les postes, les fonctions, les biens ne suffisait pas, même si le peuple s'était emparé des ruines de l'économie coloniale et s'appropriait le riche patrimoine immobilier urbain des européens en fuite.

Comme la colonisation avait façonné le pays dans le schéma d'une agriculture d'exportation vers la France et l'accueil des populations européennes, Ben Bella avait alors déclaré qu'il fallait doter l'Algérie d'une industrie lourde. Sa déclaration de bon sens n'était qu'un vœu circonstanciel, un consentement. Le Plan de Constantine se poursuivait, De Gaulle l'avait lancé en 1958.

Au même moment, Cherif Belkacem, patron de l'Exécutif du Parti activait la prise en main des leviers de l'économie, des entreprises et des domaines par le peuple (gestion socialiste) dans les villes et les campagnes. Il ouvrait une voie nouvelle à l'expression et à la participation des travailleurs dans tous les secteurs d'activité.

Mais, les difficultés se sont vite accumulées faute d'encadrement, de compétences et de financement .

En réaction, l'Administration a peu à peu imposé son contrôle, ses méthodes, son autorité en justifiant, sa mainmise sur les commandes, face à la grogne et aux dérapages, par le manque d'efficacité, de résultat et de cohérence des unités autogérées.

A partir de 1965, pour éviter de tomber dans les mêmes travers qu'au temps du populisme

de Ben Bella, l'Etat s'est contenté d'accaparer la propriété des moyens de production et de fixer autoritairement les objectifs de développement, sans se préoccuper des désajustements sociaux.

C'était la période faste de Belaïd Abdeslam et de l'armée des Sociétés Nationales .

Surtout, grâce aux recettes pétrolières grandissant, on a fait sentir qu'on pouvait s'affranchir de la cagnote des émigrés, qu'on pouvait réduire le poids de la gestion socialiste, restreindre la voix du peuple, s'emparer des derniers retranchements de l'ancien colonisateur (nationalisations des terres, des domaines, des biens des colons et des entreprises françaises) et imposer les nouvelles formules d'organisation et gestion du travail .

On est entré dans le rêve énième d'un rattrapage possible des niveaux de vie et de développement de la France (et de l'Espagne qui paraissait à portée de mains), une utopie de grandeur exacerbée par le mythe fantasmagorique des industries industrialisantes de De Bernis (avec l'approbation de Bobrowsky ex-ministre du Plan polonais) et l'insolence de la culture phare de l'Egypte nassérienne. On a proclamé en 68-69, l'arrivée de la triple révolution de l'industrie, de l'agriculture et de la formation et salué Warda étoile montante de l'opéra, rivale capricieuse d'Oum Keltoum, adulée à travers le monde arabe.

Mais, déjà arrivait en 1970, ce qu'on a tous vu et vécu : les pénuries, les

coupures d'eau, la situation sanitaire dégradée, les pesanteurs de l'éducation et de la culture, l'effondrement de niveau des écoles, des hopitaux, la prise de conscience de la misère et des privations...et, parallèlement, le spectacle du mieux être de certains, la course aux opportunités personnelles, la montée des rivalités de clans sur la place publique, le désenchantement, la fuite vers l'étranger, le refuge dans la religion...

C'étaient les signes avant-coureurs des échecs de l'industrialisation massive et brutale sur les terres fertiles de l'agriculture...

L'industrialisation dévoilait ses dérives. Au plan interne : la société duale et l'exclusion méprisantes des minorités. Au plan externe : l'approfondissement de la dépendance nationale de l'économie algérienne.

Le diktat des concepteurs administratifs s'est combiné à la dictature des vendeurs industriels lors des négociations de projets, commandés souvent plus dans un désir de revanche anticolonialiste que sélectionnés sur des critères d'intérêt général !

En ce début d'année 1971, la gestion socialiste est au plus mal. Elle devait être le fer de lance du développement, le lieu de jonction de l'économie et de la vie sociale. La voilà allégée, restreinte comme une peau de chagrin, figurative et symbolique dans l'économie nationale. Alors que, ailleurs, on privilégie les entreprises nationales gérées comme des entités administratives ou des établissements publics, qu'on surmultiplie, dans cet ordre de marche, les projets à coefficient de capital élevé au prétexte des économies d'échelles et d'une productivité plus élevée, alors que manquent les moyens de réalisation et la main-d'oeuvre qualifiée et que s'oublie une large moitié de la population piégée par la société duale !

C. Belkacem, écarté du Ministère des Finances et du Plan, peu avant mon retour de Bruxelles, en 1970, revenu vers la gestion socialiste, ne peut faire que le constat de l'impasse de l'ambition socialiste et des foudres de ses opposants.

Les Directions du personnel n'ont plus à l'égard du travail qu'un souci comptable des ressources humaines dans l'entreprise et gèrent le personnel comme un capital, sous le paravent d'une religion des bonnes intentions. L'UGTA est défaillante alors que l'organisation taylorique du travail bien installée conduit à une stratification sociale rigide, pyramidale, hiérarchisée, discriminante, dont le modèle social échappe au syndicat, alors que ce mode de travail ne lui permet pas de saisir les aspects vivants essentiels de la valeur travail et alors qu'elle se joue comme une vitalité du travail partout dans le monde où sévit la concurrence et la compétitivité, féroces entre entreprises.

La participation des travailleurs et la gestion du modèle socialiste s'est ici brisée sur une conception erronée d'usage du capitalisme d'état . Le syndicat

unique, (unique comme le Parti) n'est plus qu'une structure relais du pouvoir assurément ni contestataire ni oppositionnelle. Les paysans n'aspirent plus qu'à exploiter pour eux-mêmes leurs propres terres (la terre est à ceux qui la travaillent proclamait-on dès 63), les domaines autogérés sont lourdement déficitaires, incapables de produire de quoi répondre aux besoins de la population. L'annonce de la création de 1.000 villages n'a pas soulevé d'enthousiasme . Le secteur a été délaissé, asphyxié comme pour prendre prétexte d'une prochaine réforme agraire. Chaque Wilaya attend impatiemment son programme spécial d'investissements, annoncé en personne par le Président, par faveur disent certains, pour éviter de nourrir le régionalisme, corriger le dualisme, disent les autres.

III - Au carrefour des choix

A- Modèles de société

La question des modèles de société s'inscrit en toile de fond du questionnement de la planification économique et de l'impact social des technologies.

Un des deux modèles possible est dit libéral (capitalisme) mais peu soucieux de l'intérêt général ni de la misère sociale, l'autre rationaliste et égalitariste (socialisme) mais, souple et populaire .

L'islamisme considère que les deux idéologies, interchangeableables au besoin, ne sont que des méthodes subalternes d'analyse et de gestion. De surcroît, la convergence probable ou supposé des deux modèles de société industrielle , en rivalité depuis un siècle, tend à écarter une option trop tranchée en faveur d'un seul des deux modèles .

Si la marginalisation d'une partie de la population résulte bien de l'intensification du capital dans les techniques de production, son surdosage dans la création industrielle a déjà aussi contribué à diviser, voire casser l'émergence de la nouvelle société, sans régulation de précaution. Voilà pourquoi l'attention doit être fixée sur le rapport et l'ajustement de l'économie au social pour éviter de renforcer des formes sociales telles que la société duale et permettre aux dirigeants de résoudre et de dépasser le cycle alarmant de la paupérisation d'une partie de la population, ouvert maladroitement par la personnalisation abusive de la planification.

A cet égard, il ne suffit pas de se voiler la face pour combattre la société duale .

Il s'agit de d'arrêter des mesures radicales telles que :

a) élargir la base sociale du développement en privilégiant la valorisation agricole, l'exploitation des territoires du grand sud, accroître les ressources hydrauliques, b) refuser les projets industriels pharaoniques installés à répétition dans le nord et la zone maritime au détriment des terres fertiles, dont bénéficient des catégories déjà favorisées , c) verrouiller l'accès aux

privilèges et la répartition inégale des richesses entre catégories de population, d) favoriser l'accès des jeunes aux qualifications professionnelles (formations de seconde chance, du primaire au supérieur) et la création des instituts de formation dans le sud.

B – Rapport population-ressources

« Notre futur n'est pas un destin » a dit un démographe. Partout dans le monde, on arrive, en effet, aux limites d'un espace naturel qui nous paraissait indéfiniment ouvert à l'expansion des populations. Longtemps, on a pu s'affranchir des obstacles que la planète opposait à la démographie et à la croissance des ressources .

Néanmoins, , la densité de population et les perspectives de croissance démographiques donnent la certitude, aujourd'hui, que la population approche, en nombre, de limites qui seront insurmontables dans un temps rapproché. Ce que la Chine fait en matière de contrôle des naissances, l'Algérie le refuse !

Si l'Algérie a permis à une petite seulement de sa population d'atteindre un niveau de vie proche de celui des européens, il n'est pas sûr que la natalité permette encore de répondre aux besoins engendrés par l'accroissement démographique.

Bien sûr, et heureusement, les espoirs se portent vers les formidables progrès de la science et des techniques depuis 1945 (la mortalité a sensiblement baissé), mais il semble nécessaire de comprendre encore que les promesses de l'idéologie n'assurent pas qu'à l'accroissement du nombre de la population corresponde à un accroissement suffisant des ressources et que le rapport des deux, au lieu au moins de se stabiliser, aille au contraire en s'accélération .

Est-on capable encore de résoudre par la planification l'équation forcée de développement en agissant sur les paramètres quantifiables des variables d'ajustement de l'équilibre population-ressources, sachant que l'émigration, jusqu'ici exutoire de la pression sociale, ne résoudra pas indéfiniment la question de la société duale et que l'Algérie est encore loin de maîtriser les paramètres des sciences, des techniques et de la technologie ?

Il apparaît en tout cas que c'est, aussi bien au modèle de croissance, qu'à la volonté des ordonnateurs et planificateurs de l'économie et qu'à la combinaison malheureuse des technologies utilisées (y compris soviétiques), qu'est due la cassure sociale, plutôt qu'à l'héritage colonial combattu à tort et à travers, et si mal, que les risques de divergence et de confrontation des deux populations de la société duale menacent au final la formation nationale.

IV - Leçons à retenir des deux étapes passées .

Dans ce contexte de rupture et de désenchantement, l'industrialisation des pays décolonisés découvre tardivement , mais avec surprise, l'implication (l'imbrication) des objectifs de développement national dans l'expansion des pays riches alors que l'objectif proclamé de la décolonisation était d'affirmer l'indépendance nationale et le mieux-être de la population.

Les ambitions industrielles des pays pauvres découvrent qu'elles ne sont qu'une camisole redoutable du développement, cachée comme un cheval de Troie dans la croissance technologique mise en oeuvre. Dans le miroir de ces vanités, chaque pays en voie de développement peut voir l'image de sa dépendance, de ses limites d'émancipation, des risques de forger de nouvelles formes de colonisation (filiales de production au service de l'extérieur, pollution des industries polluantes, importation des produits de consommation courante, fermeture des ponts de coopération, financement de la formation de la main-d'oeuvre émigrée...).

1/ l'ordre international du travail configure et conditionne l'organisation du travail des pays en voie de développement.

- la Commission économique de l'AG de l'ONU vient de recommander lors de la 5ème session du Conseil du développement industriel, que la Conférence internationale pour le développement industriel de l'ONU se tienne à Vienne à partir du 1er juin 1971, après la réunion de la CNUCED en 69 sur les termes de l'échange.

- les injonctions de l'OMC et du FMI sont notoirement destinées à préserver un ordre avantageux du commerce et des balances de paiement en faveur des pays industriels, ordre imposé depuis la guerre 39-45 dans les relations internationales.

- Le Bureau international du travail (BIT), que je remercie de m'avoir permis d'ouvrir cette étude, recommande aux pays en voie de développement de créer prioritairement (il veille à cela) des emplois productifs, sans toutefois dénoncer avec assez de vigueur et de cohérence les travers et les effets pervers des politiques du développement dépendant qu'il valide et professe.

2/ l'organisation du travail dans l'entreprise évolue et se modernise dans les pays industriels grâce à la mobilisation des syndicats.

- Le taylorisme, que nous avons idéalisé en Algérie, depuis l'indépendance, avec son organisation rationnelle du travail, sa productivité et le saut apparent de civilisation espéré, est remis en cause, partout en Europe.

La concurrence a, surtout depuis 1968, en France et en Belgique, modifié les comportements des travailleurs et des entreprises. Les syndicats ne sont pas les moins actifs en matière de négociations collectives , même dans les PME. Dans le monde capitaliste, où sévit encore la

surexploitation du travail et le profit, les partenaires sociaux négocient les réglementations du travail, les statuts professionnels, les classifications de postes et les grilles salariales, les retraites, la durée et l'aménagement du temps de travail, la formation, la modernisation des conditions et des règles de travail. Par la négociation entre les forces sociales !

La négociation conduit à concilier le plan de marche de l'entreprise et les aspirations des travailleurs. Syndicats des travailleurs et du patronat observent de surcroît l'évolution des relations professionnelles dans les pays européens voisins. L'objectif n'est pas d'uniformiser l'organisation du travail dans les secteurs et les branches selon la technologie utilisée, mais, au contraire de la diversifier, de la singulariser au profit de la compétitivité, de l'adapter aux conditions particulières de chaque entreprise.

Le plus frappant est que l'action syndicale tend, dans la concurrence, à effacer l'organisation tayloriste du travail par le recours aux négociations collectives, à dégrossir les complexes industriels par la sous-traitance. La souplesse recherchée dans les entreprises privilégie la déconcentration et la décentralisation.

Conclusions

J'ai appelé l'ajustement de l'économie au social : la Gouvernance Sociale. Elle constitue le volet nouveau de la planification générale à articuler à la planification économique. Le Parti et le Plan ne devraient pas rester insensibles à cette problématique étudiée à l'occasion de la mission dont j'ai été chargé et dans le cadre de ma réflexion doctorale destinée à la Direction générale du Plan.

En Algérie, les directions du personnel et la gestion des ressources humaines devraient prendre en considération l'évolution générale de l'organisation du travail esquissée dans ce rapport avant d'être formatées de l'extérieur par l'automatisation, l'informatisation, les technologies de la communication, et que cette évolution ne laisse les industries industrialisantes au bord de la route des civilisations comme des ruines romaines ou des pyramides égyptiennes.

Les responsables nationaux doivent, pour leur part, s'interroger impérativement sur l'opportunité et l'évaluation des technologiques dans la définition des objectifs d'industrialisation des secteurs et des branches en fonction du rapport capital-main-d'oeuvre, ainsi que sur la pertinence du rapport recherché entre le social et l'économie, la population et le travail, la croissance et la répartition des charges et des revenus, la dépendance et la souveraineté. L'effort à engager sur cette voie est celui de la lutte contre l'extension de la société duale, à défaut de quoi la révolte gagnera le peuple, la religion les esprits, la division l'union nationale. L'enjeu de la gouvernance

sociale est essentiel.

BENAMMAR Miliani, Christian
administrateur au Plan
Secrétaire Général
ITPEA - Ben Aknoun

(1) Remerciements :

- à MM. Cherif Belkacem et A. Medeghri, ministres d'état, ainsi que Djaffari et Taouti d'avoir permis et facilité cette mission d'étude, qui pour moitié consistait à étudier les techniques de planification des ressources humaines.
- au Consul d'Algérie à Bruxelles.
- au responsable du BIT à Bruxelles d'avoir encadré et suivi mon étude
- au BIT pour les appréciations élogieuses qui m'ont été adressées de Genève (auxquelles le Directeur général et le Secrétaire général du Plan au Palais du Gouvernement à Alger n'ont porté aucun intérêt).
- à MM. Doucy, Directeur de l'Institut de sociologie de l'ULB et Feldheim, son Secrétaire général, Spitaels assistant brillant à l'ULB, pour leur accueil, nos entretiens et la supervision de mes recherches, tous attentifs à la prise en compte du rôle joué par les techniques dans les processus de développement.
- à Mr Morsa, professeur d'économie à l'ULB d'avoir accepté la direction de ma thèse de doctorat, à Mr Dopagne pour ses conseils de mise en forme et de rédaction.
- au directeur du Bureau de la planification belge à Bruxelles, ainsi qu'au directeur et son équipe pédagogique du Centre de formation de Charleroi.
- aux conseillers de l'INSEE, de l'OCDE, du Bureau de programmation économique à Bruxelles, aux responsables des services du Ministère du travail, des syndicats FGTB et du patronat qui ont contribué à affiner ma réflexion sur les concepts et la mesure de la productivité et leurs implications sociales.
- au Directeur de la BBL, à son directeur du personnel et au responsable de la mécanographie à Bruxelles qui ont bien voulu me présenter les projets d'organisation et de modernisation de la banque.

<http://www.wikio.fr/> target="_blank">